

agissent défavorablement sur la consommation, le commerce intérieur et par conséquent sur toutes les sources de la fortune nationale.

Le problème de l'alimentation convenable des populations est donc d'une importance considérable puisqu'il tient de si près à la prospérité publique; mais en même temps il est d'une solution très-difficile.

Les économistes de toutes les écoles se sont livrés à ce sujet à de grands travaux; jusqu'à présent ce sont les opinions des partisans du libre-échange qui ont prévalu partout. Rendez la vie à bon marché, disent ces derniers, pour cela facilitez les transactions commerciales, supprimez les droits de douanes, multipliez les moyens d'échange par le développement de l'industrie. C'est là la politique commerciale suivie pendant ces dernières années, et à l'heure actuelle pouvons-nous dire qu'elle a atteint le résultat désiré? Les denrées de première nécessité sont-elles à plus bas prix qu'elles n'étaient autrefois? Le pain et la viande surtout ne se vendent-ils pas, au contraire, plus cher qu'ils ne se vendaient il y a une vingtaine d'années.

D'ailleurs, en examinant attentivement les tendances des idées libre-échangistes, nous voyons qu'elles sont un contre-sens, du moins dans notre situation actuelle. Tout le monde veut la vie à bon marché; mais pour cela il faut en prendre les moyens. Or, la vie ne sera à bon marché que si les productions de toutes espèces sont abondantes. Mais le libre-échange peut-il amener cette abondance dans la production? Non, tout au contraire, elle l'empêche complètement.

Le développement de l'industrie, l'établissement des manufactures exige une forte avance de fonds; leurs commencements sont toujours difficiles, et leurs premiers produits sont d'un prix de revient très-élevé. Si, alors, les produits similaires étrangers ont toute liberté de s'emparer de nos marchés, ceux de nos nouvelles industries indigènes ne pourront résister à la concurrence que les précédents leur feront, il faudra les sacrifier, les vendre au-dessous du prix coûtant, et, cet état de chose continuant, nos nouvelles manufactures seront forcées de cesser toute production.

Pour réussir à développer nos industries indigènes il nous faut une protection efficace, du moins dans les commencements, et le libre-échange en enseignant le contraire n'encourage qu'un contre-sens.

Mais, nous objectera-t-on, la protection n'amènera-t-elle pas une hausse dans les prix des produits manufacturés, et par conséquent un ralentissement dans la consommation? Oui, mais dans le début seulement, et cela ne doit pas nous alarmer, car dans un temps assez rapproché, les industries indigènes produiront plus économiquement et pourront diminuer les prix de vente de leurs produits; suivant ce principe économique d'une incontestable vérité: *une vente avantageuse et assurée stimule la production et amène plus ou moins rapidement l'abaissement des prix.*

Si les principes que nous venons d'énoncer au sujet des industries manufacturières, sont vrais et ils le sont, à plus forte raison le sont-ils pour l'agriculture dont les produits sont beaucoup plus nombreux, plus généraux et plus indispensables.

C'est à son égard pourtant qu'on a mis le plus largement en pratique les théories du libre-échange, on n'a, pour ainsi dire, battu en brèche ses produits les plus importants, en commençant par le blé. Oui, au moment où nous écrivons les deux tiers de la population canadienne se nourrit de blé ou de farines étrangères. Il y a déjà de longues années que le cultivateur indigène ne vend plus de blé au grand commerce; et la substitution du blé étranger au blé canadien a

été si complète que le public en est venu à se convaincre que la culture de ce produit n'est plus avantageuse au Canada.

Voyant que le blé ne payait plus, les producteurs se sont rejetés sur l'orge; mais l'orge subit bientôt le sort du blé. Il ne leur restait plus que l'avoine qu'ils se mirent à cultiver sur une immense échelle, et dont la vente fut d'abord assez avantageuse; cependant cet avantage diminue dans une énorme proportion et nous commençons à entrevoir l'époque où cette dernière ressource nous sera même enlevée, tuée par la concurrence étrangère; et il en sera bientôt de même de tous les autres produits de la terre; si le système actuel doit être continué.

Il ne nous restera plus que le bétail. Le bétail a toujours été et sera toujours d'une importance immense dans toute production agricole. En effet, le bétail est à lui seul un aliment et un agent de fertilité. Il produit la viande, le lait, le fromage, le beurre, la graisse, les objets nécessaires à l'industrie, le suif, la laine, les peaux, la corne, etc., puis il donne encore le fumier, c'est-à-dire cet agent indispensable de toute fertilité, cet agent qui seul conserve à nos terres leur faculté de produire, qui seul nous permet d'obtenir les céréales et les autres plantes alimentaires.

Donnons donc à l'industrie du bétail l'extension que son importance exige. Nous ne pouvons actuellement lutter avec la concurrence étrangère parce que nous avons laissé appauvrir nos terres, parce que nous n'avons pas gardé un nombre d'animaux suffisant pour entretenir la fertilité du sol, et parce qu'alors le prix de revient de nos produits était trop élevé. Abandonnons donc ce malheureux système qui nous ruine, gardons plus d'animaux; faisons plus de fumier, enrichissons nos terres, en un mot augmentons la force productive de notre sol et, avec le temps, nous reprendrons sur les marchés la place que nous nous sommes laissés enlever par notre attachement inexplicable à une culture ruineuse.

REVUE DE LA SEMAINE

Le 5 Novembre 1873 tiendra une place importante dans les annales de nos luttes parlementaires; car c'est en ce jour à jamais mémorable que le Canada a cessé d'être gouverné par le parti conservateur, et qu'il s'est mis sous la direction du parti *grit* ou *libéral*, comme on voudra le nommer.

Depuis vingt-ans le parti conservateur a été, presque sans interruption, à la tête de nos affaires publiques, et toujours la faveur populaire l'a soutenu dans les assauts que lui ont inégalement livrés les partis adverses. Il a encore, dit-on, la majorité dans la représentation parlementaire actuelle. Cependant le Chef du ministère conservateur qui vient de tomber, Sir John A. MacDonall, reconnaissant que ses adversaires gagnaient tous les jours du terrain, et que plusieurs de ses anciens partisans se détachaient de lui, a cru devoir offrir sa résignation, ainsi que tous ses collègues, au Gouverneur-Général, sans attendre qu'un vote de la Chambre vint le précipiter de la haute position qu'il occupait. Sa succession a été recueillie par l'Hon. M. Mackenzie chef des grits du Haut-Canada.

Nous devons beaucoup néanmoins au parti conservateur, et à lui qui a été le promoteur de tous les progrès et de la plupart des libertés dont nous jouissons actuellement. Il a réglé la question seigneuriale, encouragé la construction des chemins de fer, facilité le commerce et la navigation par des moyens particuliers, encouragé et répandu l'instruction dans toutes les classes de la société, introduit la Confédération de la plupart des provinces de l'Amérique Britannique.

Mais le vent de la détresse a soufflé sur lui, les masses populaires ont oublié ses bonnes actions, ses grands travaux, pour ne se souvenir que de ses fautes. Parmi ces fautes, trois surtout ont puissamment contribué à lui faire perdre sa popularité, du moins dans la Province de Québec. La première et